l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHS Novillars

Besançon, le 18/01/2021

23 janvier et 4 février : tous ensemble contre les licenciements et suppressions de postes

Michelin, Renault, Bridgestone, Total, Sanofi, TUI… Pas une journée ne se passe sans une annonce de suppressions d'emplois. La faute au corona, à la transition énergétique, à la concurrence étrangère ? Des prétextes qui masquent la rapacité patronale. Il n'y a aucune fatalité : la mobilisation collective du monde du travail pourrait stopper les suppressions d'emplois.

« Zéro licenciement » ? Mais un million de chômeurs supplémentaires !

La liste des suppressions de postes s'allonge mais, à les entendre, aucun grand groupe ne licencie. Immaculée Conception de chômeurs, baptisée « zéro licenciements » par Total, qui s'apprête à supprimer 700 emplois à la raffinerie de Grandpuits (77).

Les combines ne manquent pas pour licencier sans licencier, sans payer le coût associé d'un plan dit social : départs au volontariat forcé, ruptures conventionnelles, restructurations qui poussent à la démission, licenciements sous prétexte disciplinaires, fins de mission d'intérim, fins de CDD, etc.

Une hécatombe dont les effets se cumulent avec les vraies faillites de petites entreprises et les coupes incessantes dans des services publics : les suppressions d'emploi à la SNCF, c'est trois Bridgestone chaque année depuis vingt ans !

Un crime social subventionné par l'État

Ce chômage de masse est une opportunité pour imposer baisses de salaire et dégradations des conditions de travail à l'ensemble des salariés. C'est une arme pour faire pencher le rapport de force en faveur du patronat. Et qu'importent ses effets dévastateurs : les queues qui s'allongent devant les soupes populaires, le désespoir de la jeune « génération Covid » ou la montée des idées obscurantistes qui fleurissent sur le terreau de la misère.

Le gouvernement accompagne, justifie et subventionne ce crime social. Aides publiques, baisse des impôts sur les sociétés, prêts garantis et crédits d'impôts (notamment à Total et Renault pour la prétendue « transition énergétique »). Sa politique consiste à faire payer au contribuable les licenciements dans les grands groupes !

Mais les ministres jouent la comédie du « nationalisme économique ». Bruno Le Maire se vante d'avoir repoussé l'envahisseur québécois qui voulait racheter Carrefour – et alors ? Ce Carrefour bien français qui touche des millions de l'État a supprimé 3000 emplois en 2019. Son concurrent Auchan, bleu-blanc-rouge lui aussi, a supprimé 1 500 postes cette année, tombés pour enrichir la famille Mulliez… qui n'est pas québécoise ! La lutte pour l'emploi est une lutte de classe, salariés contre patronat, la nationalité des uns ou des autres n'y change rien.

Changer le rapport de force

Il n'y a aucune fatalité. Records en bourse, record de milliardaires : de l'argent, il y en a. C'est une affaire de choix politiques. Les travailleurs ont les moyens d'imposer les leurs, même en pleine pandémie. Sans attendre après les promesses électorales qui commencent déjà, sans croire aux mensonges nationalistes, sans illusions sur la « tactique » prônée par tant de dirigeants syndicaux, qui ne proposent que de négocier, entreprise par entreprise, des sacrifices pour les travailleurs contre quelques vagues promesses : en bref, jouer aux moutons pour calmer l'appétit des loups.

Si la pandémie a montré une urgence, c'est celle d'embauches massives dans les services utiles à la population, dans tous les secteurs essentiels. Cela passe par le partage du travail entre tous sans perte de salaire, l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes pour en finir avec le chômage. Un programme pour les luttes de l'ensemble du monde du travail.

Des syndicats appellent (enfin) à une journée de grève interprofessionnelle le 4 février. Une occasion à saisir pour poser un jalon d'une telle riposte. D'ici là, les salariés du groupe de tourisme TUI appellent à une manifestation nationale contre les licenciements ce samedi 23 janvier à Paris. Des travailleurs de plusieurs entreprises de différents secteurs, syndiqués ou non, les rejoignent, notamment ceux de la raffinerie Grandpuits, en grève depuis deux semaines. Soyons-y nombreux.

Une voie à suivre !

Un jugement qui fait jurisprudence

Les travailleurs des ateliers et de la sécurité qui avaient été exposés à l'amiante au CHRU entre 2009 et 2013, pendant les travaux de rénovation d'un bâtiment, viennent de recevoir un chèque de 10 000 euros de l'hôpital, et cela après dix ans d'un combat juridique où, chaque fois, l'hôpital a été reconnu coupable de « mise en danger délibérée de la vie d'autrui ».

Cette « indemnisation » met un point final à cette longue histoire, mais elle montre aussi que pour la direction, leur vie et leur santé ne vaut pas plus !

Régularisation de tous les sans-papiers

Laye Fodé Traoré a été régularisé jeudi dernier par la préfecture de Haute-Saône. Ce jeune apprenti boulanger, d'origine guinéenne, avait reçu une obligation de quitter le territoire parce qu'il venait d'avoir 18 ans. Son patron a été jusqu'à faire une grève de la faim pour dénoncer cette situation, et en quelques jours une pétition a recueilli plus de 200 000 signatures.

Contrairement à ce que disait la ministre du Travail, ce n'est pas un « cas particulier ». En août dernier, la préfecture du Doubs a refusé un titre de séjour à une vingtaine de jeunes majeurs guinéens en apprentissage.

Une Légion d'honneur bien mal méritée

Le directeur du CHU de Bordeaux, Yann Bubien, vient d'être promu chevalier de la Légion d'honneur. Il était le Monsieur hôpital de l'ancienne ministre de la Santé, Agnès Buzyn, de 2017 à 2019. Il avait également fait partie de l'équipe de Roselyne Bachelot, puis de celle de Xavier Bertrand. En gros, il participe depuis longtemps déjà aux politiques qui anéantissent les moyens de santé publique et ravagent nos conditions de travail.

Collectif citoyen ou contrôle ouvrier ?

Face aux critiques, Macron a lancé un énième collectif citoyen censé « accompagner » la campagne de vaccination contre le Covid-19. On se demande comment ces 35 personnes tirées au sort, qui n'y connaissent rien, pourraient se prononcer sur une question de santé publique… Certes, pas besoin d'être expert pour remarquer les carences de la politique du gouvernement.

De toute façon, ce collectif ne donnera pas plus que la convention citoyenne sur le climat dont les recommandations ont été royalement ignorées !

Les travailleurs de la santé ou de la logistique auraient pourtant des choses à proposer pour accélérer et perfectionner cette campagne de vaccination. Et ce serait plus efficace que ce cirque « participatif ».

21 janvier : manifestations dans la santé

Jeudi 21 janvier, la CGT, Sud et quelques autres structures appellent les salariés de la santé à se mobiliser.

Les attaques contre les travailleurs de la santé se multiplient, notamment sur le temps de travail et les suppressions d'emplois. Les fermetures de lit ont été à peine ralenties malgré l'épidémie et le budget de la santé toujours marqué par l'austérité.

Cette journée pourrait être l'occasion de nous rassembler pour se battre ensemble : pour des embauches massives et 300 euros d'augmentation pour toutes et tous.

Le fantôme de l'apéro

Pour le chef de LREM, Guerini, le couvre-feu à 18 heures vise à « contrer l'effet apéro ». Encore une leçon de morale de ce gouvernement, qui ne prévoit aucun moyen supplémentaire dans la santé et fait semblant de vouloir réduire l'épidémie à coups de demi-mesures. À 18 heures, les foules sont plutôt dans les transports en commun, de retour du travail. Mais pas question pour le gouvernement des patrons de contrer « l'effet boulot ».

Si le temps non confiné se réduit : réduisons d'autant la journée de travail !

Non au secret des affaires !

Les prix négociés par l'Union européenne pour les vaccins contre le Covid-19 sont couverts par le secret des affaires. Ce secret permet notamment aux labos de négocier ce qu'ils veulent avec les États, et d'obtenir des prix plus favorables de ceux qui n'ont pas le rapport de force suffisant.

Dans la société capitaliste, les labos peuvent profiter de l'épidémie pour faire plus de profit ! Les vaccins devraient au contraire être fournis à prix coûtant, être accessibles à tous et en toute transparence.

La vaccination au rythme des inégalités

Dans la course à la vaccination, les États ne jouent pas jeu égal. Ainsi dix pays concentrent à eux seuls 80 % des doses : les États les plus puissants et les plus riches. Conséquence, un cinquième de la population mondiale devra attendre au moins un an, voire bien plus, pour espérer avoir accès à la vaccination.

Rien d'étonnant à ce que la carte de la vaccination se superpose à celle des inégalités !

Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr
Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/